

12^e JOUR DE LA CAMPAGNE ÉLECTORALE

Sous le sceau identitaire

Il ne pouvait en être autrement, le 37^e anniversaire du Printemps amazigh, célébré avant-hier jeudi, a obligé nombre de chefs de parti à évoquer la question identitaire, chacun sous son angle, plaidant tous pour la promotion de la langue amazighe.

C'est ainsi que le RCD a marqué l'événement en organisant, comme de tradition, deux marches populaires, une à Béjaïa et l'autre à Bouira, ponctuées de deux meetings, en attendant qu'il en fasse de même, aujourd'hui, à Tizi-Ouzou.

L'occasion pour son président de réitérer les revendications phares du parti à ce sujet, l'officialisation «effective» de la langue amazighe et une «régionalisation modulable» qui tienne compte des spécificités culturelles et sociales de chaque région du pays. Une «régionalisation dans un cadre national», a insisté Mohcine Belabbas, mettant l'accent sur la «nécessité de rajouter à l'organisation administrative actuelle (APC, daïras, wilayas), une instance régionale, aux prérogatives plus larges pour coordonner leur développement». Ce qui suppose, a-t-il ajouté, une «réforme profonde de l'Etat et sa reconstruction à la base».

Autre proposition concrète, celle de la secrétaire générale du Parti des travailleurs. Lors de son meeting

électoral animé à Boudouaou, dans la wilaya de Boudjerradj, Louisa Hanoune a réitéré sa revendication consistant en l'institution d'un secrétariat d'Etat qui aura pour charge «exclusive» la promotion de tamazight et celle de ce «composant essentiel de l'identité nationale». Un département qui bénéficiera d'un budget «important» pour la formation d'enseignants et de traducteurs, susceptibles de généraliser l'usage de cette langue à tous les services administratifs, la justice et d'autres secteurs, a-t-elle encore soutenu. Et de ressasser une autre revendication allant dans le sens de la consolidation du fait amazigh, la proclamation du premier jour de l'An amazigh, soit le 12 janvier, comme «journée fériée et congé payé pour tous les Algériens».

Pour sa part, le président du MPA a plaidé pour une «paix linguistique» dans le pays. Pour Amara Benyounès qui animait un meeting électoral à Batna, «après la démocratie calme, il faut parvenir en Algérie à une paix linguistique car l'arabe et le tamazight sont désormais deux langues nationales officielles», estimant dans la foulée qu'«il n'y a plus de place pour la surenchère» et que «la langue amazighe a besoin d'un travail approprié de la part des experts, des spécialistes et des linguistes pour lui donner tous les moyens de devenir

effectivement une langue nationale et officielle». Sans citer expressément l'événement du jour, le secrétaire général du FLN a évoqué les constantes nationales chères à l'ex-parti unique, à ses yeux, menacées par des velléités «sécessionnistes» avec la montée en puissance de courants autonomiste et indépendantiste en Kabylie et la naissance d'autres ailleurs, dans d'autres régions du pays.

Pour Djamel Ould-Abbès qui était en meeting à Sétif, «l'unité du peuple algérien et du territoire national est sacrée», considérant que «l'unité du peuple algérien et l'unité du territoire national sont des principes fondamentaux pour le FLN et que nul n'a le droit d'y toucher».

Des constantes que le secrétaire général de l'ANR a également évoquées, appelant à leur préservation, notamment la langue amazighe dont il considère la reconnaissance en tant que langue officielle comme «un premier pas pour la défense de l'unité nationale».

Pour Belkacem Sahli, qui s'exprimait dans un meeting à Chlef, il y a urgence à «prémunir la langue amazighe de toute tentative d'utilisation à des fins de déstabilisation de l'unité nationale».

Mohamed Kebci

ASSASSINAT DE DJOUDER SAÏD, CANDIDAT FLN AUX LÉGISLATIVES

Le parquet de Béjaïa parle «d'un crime de droit commun»

Le meurtre du candidat FLN à Béjaïa pour les législatives, Saïd Djouder, dont le corps sans vie a été retrouvé par les services de sécurité à Cap-Carbon, sur les hauteurs de la ville, fait partie «des crimes de droit commun et n'a pas d'autres motivations», a signalé, dans un communiqué, jeudi, le procureur de la République de Béjaïa pour tordre le cou à toutes autres spéculations.

«Les quatre suspects se trouvent actuellement en garde à vue en attendant la fin des premières investigations», précise la même source. Le procureur de la République de Béjaïa rappelle que la victime a disparu le 30 mars dernier après avoir quitté son domicile à 13h30 à bord de son véhicule Polo Volkswagen.

«Le 19 avril 2017, et sur la base des informations obtenues, nous nous sommes déplacés à Cap-Carbon à Béjaïa avec des éléments de la police judiciaire, de la police scientifique et du médecin légiste où le corps du défunt Djouder Saïd a été retrouvé», précise-t-on dans le même document. «Le corps a été retrouvé en présence du principal suspect qui nous a conduit sur les lieux», poursuit le procureur précisant que trois suspects ont été arrêtés. Un quatrième et principal suspect a été arrêté à El-Harrach à Alger, selon le même procureur de la République.

A rappeler que l'arrestation du présumé assassin de Saïd Djouder est intervenue après la découverte, à Tipasa, de son véhicule, abandonné près du stade de football de Bou-Ismaïl. Aussitôt, les éléments de la police judiciaire de Béjaïa ont rejoint leurs collègues à Tipasa. Dans le véhicule, les enquêteurs ont trouvé des documents qui ont permis d'avancer d'une façon significative dans l'enquête.

L'exploitation de ces documents a conduit à l'arrestation de quatre suspects résidant à Koléa (Tipasa) lesquels, après interrogation, sont passés aux aveux pour dénoncer le principal auteur du crime qui est «originaire de Béjaïa et travaille à El-Harrach», selon la police.

Les cinq présumés coupables, âgés de 29 à 30 ans, ont été présentés mercredi devant le parquet près la cour de Béjaïa.

Il convient de noter que le défunt, âgé de 66 ans, était conservateur des forêts.

A. K.

MOHCINE BELABBAS, PRÉSIDENT DU RCD :

«Aux législatives, on doit proposer des solutions concrètes»

S'exprimant lors d'un meeting à la Maison de la culture, Mohcine Belabbas a saisi l'occasion de la célébration du 20 avril pour rappeler le combat que mène chaque année le RCD depuis sa création pour tamazight.

«La reconnaissance de tamazight n'est pas venue toute seule. Ce sont nos luttes qui ont fait plier le pouvoir. Le combat est loin d'être achevé sachant que cette reconnaissance demeure insuffisante parce qu'on observe que tamazight est toujours considérée sous tutelle de la langue arabe», a martelé Mohcine Belabbas avant de réaffirmer la détermination et l'engagement de son parti à poursuivre la lutte jusqu'à «la consécration de tamazight, première langue partout en Algérie».

Devant une assistance très nombreuse, sur les prochaines élections, Mohcine Belabbas a ensuite déploré l'absence de compétition entre les programmes de partis engagés pour ces législatives qui, selon lui, sont réduites à «une course aux slogans». «Au Parlement, on doit proposer des solutions à des problèmes qui se posent à toute la nation. Des propositions sur des questions liées à la justice, l'école, l'administration, l'économie, les relations internationales. Un programme électoral comporte des solutions concrètes, mesurables, réalisables à court, moyen et long terme. Mais on constate que nombre de partis et candidats font campagne comme s'il s'agissait d'une élection locale», regrette Mohcine Belabbas, affirmant que «le RCD vient avec un programme et des solutions concrètes et non avec des slogans creux». «Notre programme était ficelé depuis le mois de décembre passé avant de décliner au fur et à mesure nos propositions et solutions pour la sortie de crise dans le pays», ajoute le président du RCD expliquant que «la décision de son parti pour la participation aux législatives du 4 mai "découle justement de la situation de désespoir qui ronge les citoyens"».

«Les suicides, les immolations par le feu, le phénomène de la hargha sont autant de signe de ce désespoir semé par le pouvoir dans le pays», note Mohcine Belabbas, fustigeant le discours du gouvernement qui propose «l'austérité comme seule issue à la crise qui secoue le pays». «Chaque problème peut trouver sa solution. Mais pour les trouver, il faut écouter et parler avec son peuple», assène Mohcine Belabbas.

Citant la résidence du Sahel Club-des-Pins qui coûte, selon lui, annuellement, au Trésor public près de 50 milliards de dinars, le président du RCD plaide pour «sa privatisation». «Il n'ap-

partient pas à l'Etat de gérer le tourisme», estime l'orateur qui propose les énergies renouvelables et les panneaux solaires mais surtout le GPL comme source de création d'emplois et pourraient générer de l'argent.

Mohcine Bellabas évoque aussi la restructuration de l'administration avec le renforcement des communes, l'instauration des régions et la suppression des daïras jugées budgétivores. «Les daïras qui ne servent à rien bouffent l'argent des contribuables. Supprimer ces structures et affecter leurs effectifs aux communes qui en ont le plus besoin», selon Mohcine Belabbas.

Dans son discours, le président du RCD juge que «les subventions ciblées doivent faire l'objet d'une gestion intelligente et rigoureuse». «Les soins gratuits ne sont que de la poudre aux yeux (...) Au RCD, on propose la carte Hayat. La même chose pour le lait qui profite aux fabricants de yaourts (...) Plus de 30% de retraités ne touchent pas leurs retraites ! Ils sont livrés à la rue ou aux maisons de vieillesse», explique-t-il en promettant une meilleure gestion de ces subventions orientées exclusivement vers les plus démunies.

Mohcine conclut sur une note d'espoir affirmant que «les solutions existent et coûtent peu et génèrent de l'argent, de la richesse et des emplois. On n'aura plus besoin d'austérité»

A Kersani

CAMPAGNE DE SENSIBILISATION CONTRE L'ABSTENTION

Le branle-bas de combat du gouvernement

Le spectre de l'abstention s'invite à nouveau aux élections pour les législatives du 4 mai prochain. Une appréhension à laquelle le gouvernement réagit à travers un large éventail d'actions de sensibilisation.

Rym Nasri - Alger (Le Soir) - L'indifférence des citoyens vis-à-vis des législatives de 2017 et leur préoccupation par la cherté de la vie font planer le spectre de l'abstention. Ces électeurs vont-ils s'abstenir réellement au vote du 4 mai prochain ? Une inconnue qui bouscule toutes les équations électorales.

Même en l'absence d'une enquête ou d'un sondage sur le taux d'abstentionnistes potentiels au prochain rendez-vous électoral, l'abstention fait

apparemment peur au gouvernement.

Une campagne de sensibilisation sur le vote a été justement, lancée bien avant le début de la campagne électorale des législatives. Sous le slogan «Fais entendre ta voix», des affiches sont omniprésentes dans tous les quartiers d'Alger. Les spots publicitaires sensibilisant sur le vote ne cessent de passer en boucle sur les télévisions et radios publiques.

Une campagne à laquelle se sont impliqués plusieurs ministres. Nombre

d'entre eux ont, d'ailleurs, entamé l'opération de sensibilisation des Algériens sur la participation au vote, quelques semaines déjà avant le début de la campagne électorale. A la moindre sortie de travail ou rencontre, ils n'hésitent pas à appeler aux prochaines élections.

A l'exemple du ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Abdesselam Chelghoum, qui a fait campagne pour la participation des électeurs aux législatives du 4 mai prochain, lors de la journée nationale d'information sur l'assurance des professionnels de la pêche et de l'aquaculture, tenue en mars dernier, à Alger.

Pas plus loin que jeudi dernier, le

ministre des Affaires religieuses et des Wakfs, Mohamed Aïssa, a, à son tour, appelé les imams à sensibiliser les citoyens à une participation massive aux prochaines élections. Selon lui, les imams doivent œuvrer à convaincre et à sensibiliser les citoyens sur l'importance des élections législatives tout en observant la neutralité vu les lois de la République qui leur interdisent de prendre le parti d'une formation politique ou d'une autre, dans leurs prêches.

Intervenant à Alger, en marge d'une session de formation au profit des imams, le ministre a souligné le rôle des imams dans la sensibilisation à «cette journée décisive et importan-

te pour le pays». «Nous souhaitons que la société participe au choix de représentants compétents dans la nouvelle Assemblée nationale populaire», dit-il, cité par l'APS.

Le même jour, la wilaya d'Alger a organisé une rencontre de sensibilisation sur la participation au vote dédiée exclusivement aux femmes.

Hier encore, une course de vitesse automobile s'est déroulée à Alger à partir de 14h, sous le slogan : «Fais entendre ta voix». Organisée par la Ligue d'Alger des sports mécaniques en collaboration avec l'APC de Sidi M'hamed, l'initiative s'inscrit dans le large éventail d'actions de sensibilisation mis en place par les pouvoirs publics.

Ry. N.